

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

LOI DU PAYS n° 2012-12 du 18 juin 2012 relative à la dénomination "boulangier" et l'enseigne commerciale "boulangerie".

NOR : DAE1102139LP

Après avis du Conseil économique, social et culturel,

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— L'utilisation de l'appellation de "boulangier" et de l'enseigne commerciale de "boulangerie", sur le lieu de vente du pain ou dans des publicités, est réservée aux professionnels qui assurent eux-mêmes, à partir des matières premières choisies, le pétrissage de la pâte, sa fermentation et sa mise en forme, ainsi qu'éventuellement la cuisson du pain sur le lieu de fabrication ou sur leur lieu de vente au consommateur final, les produits ne pouvant à aucun stade de la production ou de la vente être surgelés ou congelés.

Ces dénominations peuvent également être utilisées lorsque le pain est vendu de façon itinérante par le professionnel, ou sous la responsabilité du professionnel, remplissant les conditions précisées à l'alinéa ci-dessus.

Art. LP. 2.— I - A compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'acte de promulgation de la présente loi du pays, les dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi et de son arrêté d'application s'appliquent, en ce qui concerne les boulangers, aux seuls professionnels répondant à la définition mentionnée à l'article LP. 1er ci-dessus.

Les dispositions de la délibération précitée et de son arrêté d'application ne s'appliquent que pour le carburant nécessaire à la cuisson de la baguette de pain à prix réglementé et aux véhicules utilitaires servant à sa livraison.

II - A compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'acte de promulgation de la présente loi du pays, le code des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

- 1° Au troisième tiret du 1° de l'article LP. 188-3, l'expression : "de pain de ménage et de fantaisie (boulangers)" est remplacée par l'expression : "de pain de ménage et de fantaisie (revendeurs)";
- 2° Au septième tiret du 1° de l'article LP. 188-4, l'expression : "boulangerie (exploitant de)" est remplacée par l'expression : "boulangerie (exploitant de) répondant à la définition de la loi du pays relative à la dénomination 'boulangier' et l'enseigne commerciale 'boulangerie'";
- 3° Le tarif des patentes figurant dans la quatrième partie du code des impôts est complété des dispositions suivantes :

- à la nomenclature "B 11 - Boulangerie (exploitant de)", il est ajouté un renvoi (5) rédigé ainsi qu'il suit : "répondant à la définition de la loi du pays relative à la dénomination 'boulangier' et l'enseigne commerciale 'boulangerie'";
- il est créé, la nouvelle nomenclature suivante :

Code profession	Nomenclature	Droit fixe				Droit proportionnel
		Taxe déterminée			Taxes variables	
		1re zone	2e zone	3e zone		
B28	Terminaux de cuisson de pain de ménage et fantaisie (exploitant de) ⁽¹⁾	30 000	15 000	10 000		10 %

(1) Imposable comme tel celui qui ne répond pas à la définition de la loi du pays relative à la dénomination "boulangier" et l'enseigne commerciale "boulangerie".

Art. LP 3.— Est puni des peines prévues à l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2008-12 du 26 septembre 2008 modifiée relative à la certification, la conformité et la sécurité des produits et des services, le fait pour un professionnel d'utiliser l'appellation "boulangier" ou l'enseigne commerciale "boulangerie" ou une dénomination susceptible de porter à confusion, sans respecter les dispositions de la présente loi du pays.

L'amende prévue à l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2008-12 du 26 septembre 2008 modifiée précitée peut être portée, le cas échéant, à 50 % des dépenses de la publicité ou de la pratique constituant le délit.

Art. LP. 4. — Les infractions à l'article LP. 3 ci-dessus sont recherchées et constatées conformément aux conditions fixées dans la réglementation relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière de consommation.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater les infractions, les agents assermentés du service en charge de la répression des fraudes.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 18 juin 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Travaux préparatoires :

Avis n° 118-2011 CESC du 17 novembre 2011 du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
Arrêté n° 2087 CM du 20 décembre 2011 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
Examen par la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports le 12 janvier 2012 ;
Rapport n° 5-2012 du 12 janvier 2012 de Mme Eléonor Parker, rapporteur du projet de loi du pays ;
Adoption en date du 26 avril 2012 ; texte adopté n° 2012-3 LP/ APF du 26 avril 2012 ;
Publication à titre d'information au JOPF n° 18 NS du 7 mai 2012.

LOI DU PAYS n° 2012-13 du 18 juin 2012 portant modification de la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française.

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — Le 5^e alinéa de l'article 26 est modifié ainsi qu'il suit :

“Le bureau est entièrement renouvelé tous les deux ans selon les modalités prévues aux alinéas précédents. Les membres du bureau sont rééligibles”.

Art. LP. 2. — Le 3^e alinéa de l'article 35 est modifié ainsi qu'il suit :

“Le certificat de remplacement délivré par l'instance ordinaire compétente à l'étudiant en pharmacie ayant validé sa cinquième année d'études en vue du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie et son stage de sixième année rend licite l'exercice de la profession de pharmacien en Polynésie française pour une durée n'excédant pas un an, sous réserve de la production dudit certificat de remplacement”.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 18 juin 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la santé et de la solidarité,
Charles TETARIA.

Travaux préparatoires :

- Proposition de loi du pays déposée par Mmes les représentantes Emma Algan et Patricia Jennings-Tetuanui, et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée sous le n° 1767 le 23 février 2012 ;
- Examen par la commission de la santé et de la médecine traditionnelle le 7 mars 2012 ;
- Rapport n° 14-2012 du 8 mars 2012 de Mmes les représentantes Emma Algan et Patricia Jennings-Tetuanui, rapporteurs de la proposition de loi du pays ;
- Adoption en date du 26 avril 2012 ; texte adopté n° 2012-4 LP/ APF du 26 avril 2012 ;
- Publication à titre d'information au JOPF n° 18 NS du 7 mai 2012.

**DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE
OU DE SA COMMISSION PERMANENTE**

DELIBERATION n° 2012-15 APF du 7 juin 2012 portant approbation du rapport des administrateurs publics au sein de la SEM Air Tahiti Nui.

NOR : SAC1200468DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 405 CM du 20 mars 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 4301-2012 APF/SG du 29 mai 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 26-2012 du 21 mai 2012 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 7 juin 2012,

Adopte :

Article 1er. — Le rapport des administrateurs publics au sein de la SEM Air Tahiti Nui est approuvé conformément au rapport de présentation en annexe.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

Le président,
Jacqui DROLLET.